

## Les 20 propositions du rapport de MM. Pauget et Constans sur l'avenir des moyens de paiement en France

Le rapport sur « L'avenir des moyens de paiement en France » commandé en mars 2011 par le ministère de l'économie vient d'être publié. Ce rapport émet vingt propositions articulées autour de six axes afin de faire face aux évolutions des moyens de paiement (cartes, espèces, chèques et prélèvements) :

- faciliter les paiements sécurisés en ligne ;
- développer des moyens de paiement en face à face modernes, notamment par carte ;
- accélérer et accompagner la réduction du rôle des chèques ;
- encourager les modèles économiques performants, ouverts et concurrentiels ;
- mobiliser la sphère publique ;
- définir et réaliser une ambition nationale.

Le rapport est disponible sur : [http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/autres/rapport\\_avenir\\_moyens\\_paiement.pdf](http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/autres/rapport_avenir_moyens_paiement.pdf)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### BCE

Mario Draghi, président de la BCE, a souligné le 25 avril 2012 devant la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen la nécessité d'un pacte de croissance.

### Actualité européenne

#### 1 – Système bancaire parallèle (« Shadow banking »)

Michel Barnier, commissaire européen chargé du Marché intérieur et des Services a tenu une conférence de presse le 27 avril 2012 afin de faire un premier point sur ce dossier.

Rappelons qu'après l'adoption d'un Livre vert, la Commission européenne a lancé le 19 mars 2012 une consultation publique auprès des parties intéressées pour définir de manière plus précise ce système d'intermédiation de crédit qui agit parallèlement au système bancaire classique, évaluer la réglementation existante et déterminer les mesures qui pourraient être adoptées. Cette démarche s'inscrit à la fois dans le cadre des travaux menés par le Conseil de stabilité financière, groupe informel créé par le G20 chargé d'élaborer des recommandations relatives à la surveillance et à la réglementation de ces activités et des réformes entreprises par l'Union européenne dans le secteur financier et le secteur bancaire.

Le livre vert est consultable sur : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/bank/docs/shadow/green-paper\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/bank/docs/shadow/green-paper_fr.pdf)

#### 2 – Lutte contre le blanchiment d'argent

Faisant suite à l'adoption par le GAFI (Groupe d'action financière) de nouvelles normes internationales révisées, la Commission européenne a adopté le 11 avril 2012 un rapport au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la troisième directive anti-blanchiment. La Commission présentera à l'automne une quatrième directive anti-blanchiment.

Le rapport provisoire est consultable sur : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/company/financial-crime/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/company/financial-crime/index_fr.htm)

#### 3 – Commission spéciale sur le crime organisé, la corruption et le blanchiment

Lors de sa première réunion, la Commission parlementaire spéciale chargée d'enquêter sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment dans l'Union européenne a élu sa présidente, les 4 vice-présidents et son rapporteur. Cette commission dispose d'un mandat d'un an renouvelable une fois pour évaluer l'impact du crime organisé sur l'économie et sur la société de l'UE et faire des recommandations pour lutter contre ces menaces.

### FATF-GAFI

En marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, les ministres des pays membres du GAFI ont renouvelé le mandat du Groupe pour huit ans (2012-2020) afin de continuer à protéger l'intégrité du système financier international.

### Commissions interbancaires sur prélèvements

Dans le cadre d'une procédure menée par l'Autorité de la concurrence, les banques parties prenantes à la procédure et la Fédération bancaire française se sont engagées à réduire de moitié au 1<sup>er</sup> octobre 2012, puis de supprimer le 1<sup>er</sup> février 2014, les principales commissions interbancaires appliquées aux prélèvements, TIP et autres moyens de paiements scripturaux.

### AMF

L'Autorité des marchés financiers a lancé début avril 2012 un Observatoire de l'épargne destiné notamment à constituer une base de données sur les comportements et préoccupations des investisseurs, sur les pratiques de commercialisation des produits financiers, à assurer une veille sur les évolutions et tendances de ce marché et publié à cette occasion le premier numéro de sa lettre trimestrielle d'information.

Cette lettre est disponible sur [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)

### Régions ultrapériphériques (RUP)

Le Parlement européen a adopté le 18 avril 2012 une résolution sur le rôle de la politique de cohésion dans le développement des RUP de l'Union européenne dans le contexte de la stratégie Europe 2020.

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

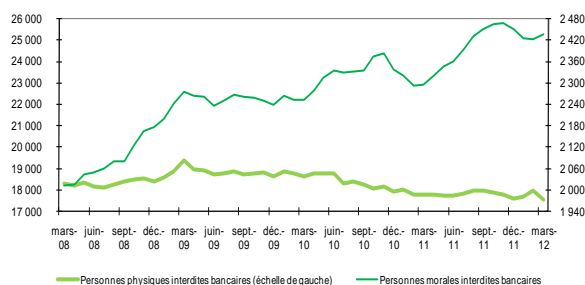
## Progression des émissions nettes de billets

Au 31 mars 2012, les émissions nettes de billets ont progressé de 8,1 % en volume et de 9,8 % en valeur sur un an. Le nombre de billets en circulation s'établit à 19,5 millions à la fin du premier trimestre (contre 18,1 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 792 millions d'euros (contre 721 millions à fin mars 2011). Les coupures de 50 euros et de 20 euros représentent 53,1 % du nombre total de billets en circulation (65,5 % en valeur). Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 6,8 % en volume et de 4,0 % en valeur. Le nombre de pièces en circulation s'élève à 174,9 millions en mars 2012 (163,7 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 23,7 millions d'euros (22,8 millions d'euros un an plus tôt).

## Augmentation du nombre de personnes physiques et morales en interdit bancaire

Le fichier central des chèques recense 17 526 personnes physiques en interdit bancaire au 31 mars 2012. Ce chiffre est en diminution de 0,3 % sur le trimestre (+1,4 % sur l'année). Par ailleurs, 2 437 entreprises étaient frappées d'interdiction bancaire à la fin mars, ce qui représente une baisse de 0,6 % sur le trimestre (+6,1 % sur un an). Le nombre d'incidents de paiement sur chèques est stable sur le trimestre (+0,1 %), mais reste orienté à la baisse sur l'année (-0,8%). S'agissant du nombre de retraits de cartes bancaires, qui s'élève à 5 038 à fin mars, la tendance à l'amélioration est plus marquée sur le trimestre (-1,8 %) que sur l'année (-0,7 %).

Evolution du nombre d'interdit bancaire

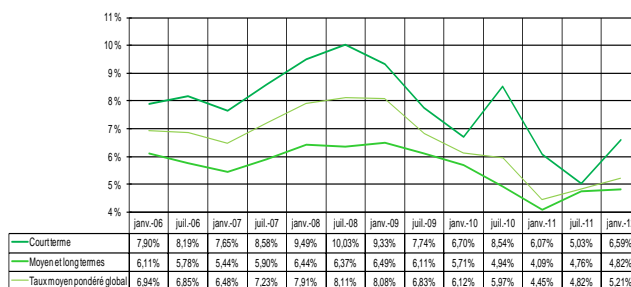


Source : Banque de France

## Hausse du coût du crédit

La dernière enquête semestrielle réalisée par l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises a été réalisée pour le mois de janvier 2012 auprès d'un échantillon de six établissements financiers de la place. Il en ressort que le taux moyen pondéré des crédits aux entreprises progresse de 39 points de base sur le semestre pour s'établir à 5,21 % (en glissement annuel, il enregistre une progression de 76 points de base). S'agissant des crédits à moyen et long termes, les taux sont quasi-stables sur le semestre, progressant de 6 points de base pour atteindre 4,82 % (hausse de 73 points sur l'année). L'augmentation est plus marquée pour les taux des crédits à court terme, qui progressent de 156 points au cours du semestre atteignant 6,59 % (augmentation de 52 points de base en glissement annuel).

Taux moyens pondérés des crédits



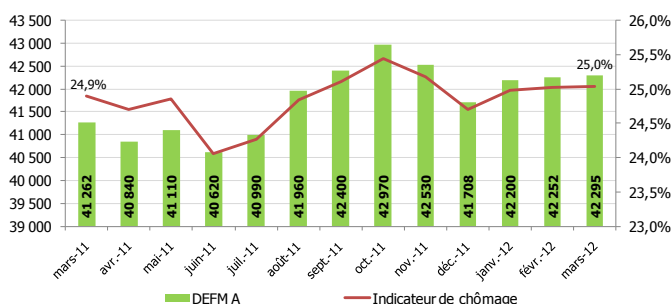
Source : IEDOM

# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

## Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi en mars, mais progression en glissement annuel

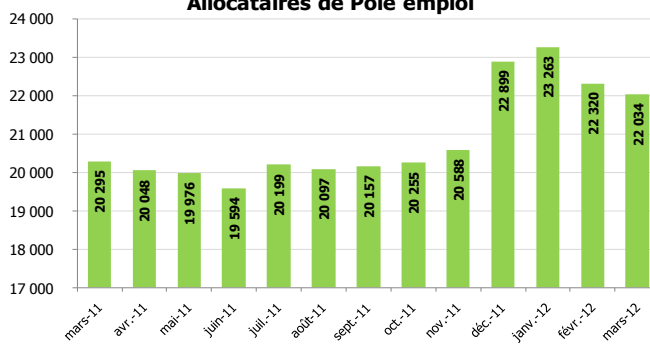
A fin mars 2012, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) s'élève à 42 295, en hausse de 0,1 % par rapport au mois précédent, et de 2,5 % sur un an. L'indicateur de chômage progresse de 0,1 point sur un an pour s'établir à 25,0 %. Parallèlement, à fin mars 2012, 22 034 allocataires de Pôle emploi étaient recensés, soit une augmentation de 8,6 % sur un an (dont 14 807 bénéficiaires de l'assurance chômage, en baisse de 3,1 % sur un an).

Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A



Source: SMTF- Pôle emploi, Dares

Allocataires de Pôle emploi



Source: Pôle emploi

## Création de l'IMSEPP

L'assemblée générale constitutive de l'IMSEPP (Institut martiniquais de statistiques et d'évaluation des politiques publiques) a été réunie le 25 avril. Créée à l'initiative de la Région, l'IMSEPP compte parmi ses fondateurs, le Département, l'UAG (Université Antilles-Guyane), le CMT (Comité martiniquais du tourisme) et l'ADUAM (Agence départementale d'urbanisme de la Martinique). L'Institut a pour vocation d'établir des statistiques économiques, mais également d'évaluer les politiques publiques. Sa forme juridique (association à ce stade) et son mode de fonctionnement sont susceptibles d'évoluer. Son préfigurateur est M. Georges Para.

## Evolution des prix des carburants à compter du 1<sup>er</sup> mai

Les prix maximum des carburants ont été réévalués à compter du 1<sup>er</sup> mai et sont fixés à 1,63 euro par litre pour l'essence sans plomb (augmentation de 1 centime par litre) et à 1,31 euro par litre pour le gazole (diminution de 3 centimes). En outre, le prix maximum de la bouteille de gaz est fixé à 24,53 euros (baisse de 35 centimes). Les prix des carburants restent en moyenne inférieurs en Martinique aux prix constatés dans l'hexagone.

# ACTUALITÉS RÉGIONALES

## Rencontre entre les dirigeants des Etats de la Caraïbe et le président des Etats-Unis

Les dirigeants des Etats de la Caraïbe ont rencontré le président des Etats-Unis en marge du 6<sup>e</sup> Sommet des Amériques, qui s'est tenu les 14 et 15 avril à Carthagène en Colombie. Au cours de cet échange avec les leaders de la CARICOM (Caribbean Community - www.caricom.org), l'attention du président américain a été attirée sur la nécessité d'une meilleure sécurisation de la région en ce qui concerne le trafic de stupéfiants et d'armes légères. S'agissant des questions économiques, les discussions ont notamment porté sur le rôle du G20 auprès des pays à revenu intermédiaire fortement endettés, dont font partie certains Etats de la CARICOM.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

## INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mars. 2012	127,8	+0,4 %	+1,5 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mars 2012	42 295	+0,1 %	+2,5 %
	Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- mars 2012	25,0 %		0,1 pt
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mars 2012	22 034	-1,3 %	+8,6 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- mars 2012	39 329	-	+7,9 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- fév. 2012	188,4	-14,1 %	+40,9 %
	Exportations (millions d'euros)	- fév. 2012	44,4	ns	ns
	Taux de couverture mensuel		23,4 %		+18,4 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- fév. 2012	43,4	+4,2 %	+13,8 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- fév. 2012	85,1		+6,3%
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaire	- mars 2012	17 526	-2,4 %	-1,4 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- mars 2012	5 038	-	-0,7 %

## INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- mars 2012	142 953	-7,1 %	-3,2 %
		- cumul annuel	447 407		+5,0 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- fév. 2012	17 951	-6,7 %	ns
		- cumul annuel	37 192	-	ns
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2012	17 104	+8,3 %	+35,7 %
		- cumul annuel	48 899		+4,2%
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- avril 2012	775	-17,9 %	-9,3 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- avril 2012	135	-18,7 %	-23,3 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		3 860	-	-0,8 %

# PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	14/12/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Avril 2012)			
Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3877%	0,3662%	0,3587%	0,3475%	0,4090%	0,7460%	1,0420%	1,3710%

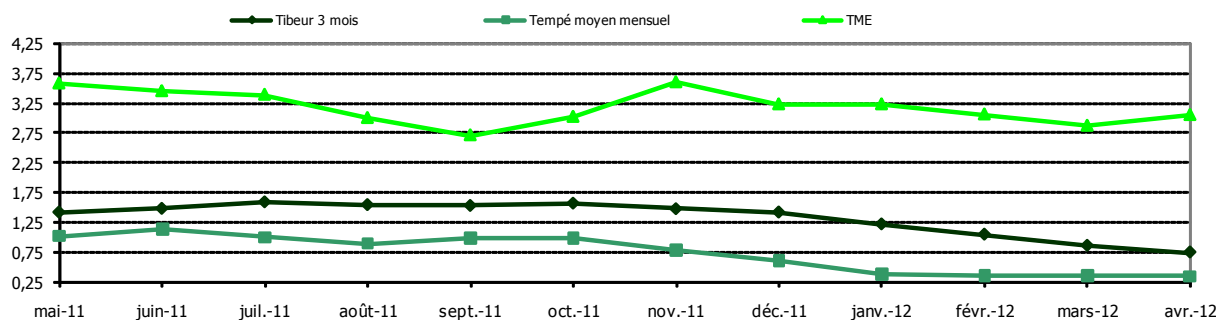
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
3,23%	3,06%	2,87%	3,05%	3,43%	3,26%	3,07%	3,25%

## Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	14,81%
Prêts à taux fixe	6,32%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,93%
Prêts à taux variable	5,88%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts-relais	6,48%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,56%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Découverts en compte (1)	13,67%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	15,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,15%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	13,27%	Découverts en compte (1)	13,67%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

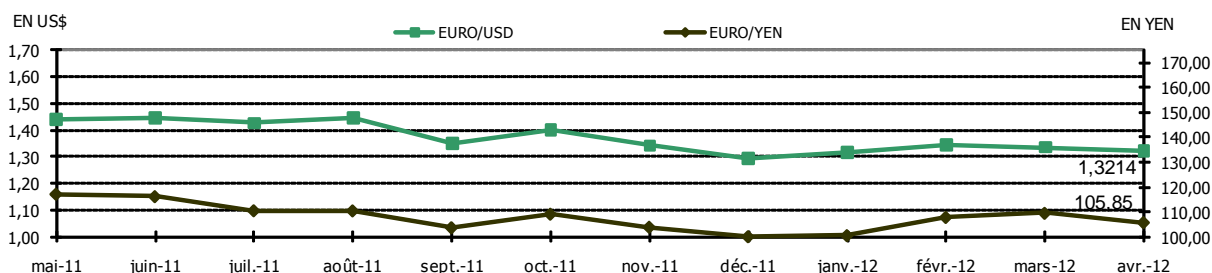
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3214	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,2304	EURO/SRD (Surinam)	4,36010
EURO/JPY (Japon)	105,8500	EURO/BWP (Botswana)	9,66170	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,36490
EURO/CAD (Canada)	1,2985	EURO/SCR (Seychelles)	18,6412	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,4950
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,81290	EURO/MUR (Maurice)	38,3817	EURO/BBD (La Barbade)	2,64240
EURO/SGD (Singapour)	1,6340	EURO/BRL (Brésil)	2,4920	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,46000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2526	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,67430	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2751,7786	EURO/XCD (Dominique)	3,5672	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1 bd du Général de Gaulle - CS 50512 - 97206 Fort-de-France Cedex

Achevé d'imprimer le 10 mai 2012 - Dépôt légal : mai 2012 - ISSN 1240-3822